

Dans le Macron, tout est bon !

A la question « *quel est le rôle prioritaire d'un chef d'entreprise ?* », les patrons répondent à 65% : « *créer des emplois* ». Les salariés répondent la même chose à 63% ⁽¹⁾. Ce qui fait dire au Medef qu'« *il n'y a pas de vision conflictuelle au sein des entreprises* » ⁽²⁾.

Il a donc raison, le Macron : puisqu'il n'y a pas de conflit entre patrons et salariés, autant privilégier les accords d'entreprise, diminuer le plafond des indemnités prud'homales, dissoudre les CHSCT (Comités d'Hygiène, de Sécurité et Conditions de Travail)... ça, c'est moderne !

Heu... dans la même enquête, les patrons ne sont plus que 18% à croire que l'entreprise de demain sera « *proche de ses salariés, avec de nouvelles méthodes de travail* », et seulement 12% à penser qu'elle sera « *responsable, soucieuse de l'environnement, transparente et à l'écoute de ses clients et des différentes parties prenantes* ».

Aie confiance...

A part ça, les actionnaires des entreprises françaises ont franchi un nouveau seuil : 40,6 milliards de dollars de dividendes encaissés, soit une progression de 6,1 % par rapport à la même période un an plus tôt ⁽³⁾. Aussi sec, le Macron réagit et vole au secours de ces nécessiteux : « *transformation* » de l'ISF, suppression de la taxe exceptionnelle sur les dividendes... Dans le même temps, promis-juré, dit-il, « *nous* » (*sic*) allons tenir la prévision de 2,9% du déficit public pour 2017 (2,8% en 2018). ⁽⁴⁾

Alors, bien obligé, la mort dans l'âme, il cherche la fraîche où elle se trouve : le Macron réduit les APL (les jeunes sont jeunes, ils s'en remettent), augmente la CSG (après tout, ne sont pénalisés que les retraités qui perçoivent plus de 1200 € mensuels), prépare une réforme de l'assurance-chômage, de la formation professionnelle, des retraites, et envisage même la remise en cause du SMIC ! Efforts tous azimuts !

Bien entendu, tout sera négocié « *sans tabou* », en suivant le même mode opératoire : le gouvernement propose, le Medef fait quelques propositions de « *medefications* » ⁽⁵⁾. La plupart des organisations syndicales ne sont pas franchement d'accord. Toutes cherchent l'unité, mais pas au même endroit. Certaines sont particulièrement malintentionnées, et tiennent des propos qui frisent le populisme sitôt que le gouvernement, pourtant si sincère, engage un « *dialogue social* ».

Le résultat, ni de gauche, ni de gauche, ni égal, ni social... est dit *libéral*, qui, comme chacun sait, est un mot de la même famille que liberté...

Dans le Macron, tout est bon, qu'on vous dit !

Et pourtant... en ce moment, les patrons ont les jetons ! Et si les salariés faisaient la révolution ? Dans une note de conjoncture publiée mi-août ⁽⁶⁾, la banque Natixis alerte les investisseurs de la possibilité de voir les salariés se révolter face à « *des inégalités des revenus toujours plus fortes* », à la « *déformation du partage des revenus en faveur des profits* », à « *la hausse de la pauvreté* », à « *la faible hausse du salaire réel depuis 2000 et la hausse de la pression fiscale* ».

Perspective terrifiante, en effet...

Manquerait plus que les patrons soient les seuls à voir venir la révolution !

(1) Enquête Viavoice commandée par le Medef pour son université d'été

(2) Les Echos, 29/08/2017

(3) Libération, 29/08/2017

(4) Le Monde, 19/09/2017

(5) Calembour de Une du Canard enchaîné, 13/09/2017

(6) Challenges, 26/08/2017

Version numérique : cliquez sur la case pour accéder à l'article

PAGE 2

**FAITS DIVERS
(& autres bricoles)**

PAGES 3-4

**C'EST ARRIVÉ
PRÈS DE CHEZ
VOUS**

PAGE 5

**PASSE TON BAC
D'ABORD**

PAGES 6-7

**TOI AUSSI, CAUSE
COMME UN BOSS**





RUBRIQUE SANTE

Vous avez entendu ou lu cet été cette alerte de médecins contre l'utilisation intensive des téléphones portables, qui rendent sourdingues pas mal d'ados, lesquels se collent des grandes lampées de décibels dans les esgourdes.

Curieusement, on a moins entendu cet autre collectif de médecins, qui en mai affirmait dans le journal le monde que « la surexposition des jeunes enfants aux écrans est un enjeu majeur de santé publique ». Ces médecins, psychologues, pédiatres, pédopsychiatres reçoivent de plus en plus souvent de très jeunes enfants dont la stimulation principale est apportée par les écrans. Les mêmes ne les regardent pas quand ils s'adressent à eux, présentent des retards du langage et du développement, mais aussi des symptômes « très semblables aux troubles du spectre autistique », selon les médecins.

Lesquels médecins appellent les pouvoirs publics à lancer des campagnes nationales « dans tous les lieux publics de la petite enfance ».

Et pourquoi seulement là ? Parce qu'on vit paraît-il à l'ère du numérique, il faudrait qu'on accepte de se laisser lobotomiser par Facebook, Nintendo, Google et consorts ?

Et si on la lançait, nous, cette campagne ?

RUBRIQUE DROITS DE L'HOMME

Emmaüs nous rappelle l'article 13 de la Déclaration universelle :

« Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat. »

« Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. »

En trois ans en effet, près de 10 000 personnes sont mortes en tentant de traverser la Méditerranée. Pourtant, leurs vies auraient pu être épargnées.

La pétiche est à signer sur <http://article13-emmaus.org>

... ET DROITS DES FEMMES

L'« droit à disposer de son corps, est un droit fondamental pour les femmes. Nous exigeons que nos gouvernements nationaux, le Parlement européen et le Conseil de l'Europe garantissent ce droit fondamental. »

Tel est le texte d'une pétition dont les premières signatures ont été déposées le 28 septembre au parlement européen à Bruxelles. A signer sur <http://avortement europe.org/lappel>

RUBRIQUE EDUCATION

À l'école, c'est new management à tous les étages. Le ministre se nomme Jean-Michel Blanquer, et le magazine *l'obs* du 28 août n'hésite pas à le taxer de réac ET de révolutionnaire, rien que ça !

Le gaillard fustige les utopies « pédagogistes » et « égalitaristes » qui selon lui irriguent tous les travaux de la recherche en France. En gros, c'est d'accord pour donner des chances aux plus démunis, mais tant pis pour eux s'ils ne les saisissent pas : on ne va quand même pas aller les chercher, en plus !

Ce qui va avec, c'est l'évaluation et la rémunération des enseignants au mérite (qu'on va établir sur quoi, le mérite, ça c'est pas dit), liberté de recrutement des chefs d'établissement soumis à des contrats d'objectifs (et donc de résultats)... L'autonomie des établissements, ça a l'air d'être du bon sens : il suffit de diversifier l'offre et d'instaurer ainsi de la concurrence entre les écoles, et ça ira mieux. On pourrait aussi marchandiser un peu l'école, dans la foulée, parce que là, les poteaux, y a du blé à se faire ! Bref, plein de bonnes idées dans les cartons qui montrent qu'effectivement, la recette de la sauce Blanquer est aussi libérale que révolutionnaire. La preuve par le dialogue social : le ministre envisage de négocier les grands chantiers éducatifs du quinquennat avec les enseignants non-syndiqués, sous prétexte que ces derniers sont majoritaires !

Au fait, c'est le même qui, sous l'ère Sarkozy, a supprimé 80 000 postes dans l'éducation nationale et a eu la peau des Rased...

Aie confiance...

INSOLITE (mais pas seulement)...

C'est bien la première fois que je lis un appel à manifester *avec rage et amour*, un appel à construire collectivement un mouvement *avec détermination, stratégie et amour*. Ça surprend, je ne suis pas sûr de bien voir le rapport entre l'amour et la lutte des classes, mais ça m'a quand même bien plu.

C'était le 20 septembre, lancé depuis Bure et ailleurs, un appel à se retrouver pour une AG de rencontre à Nancy après la manif'.

Des filles et des mecs qui écrivent des trucs comme ça, je n'arrive pas à m'empêcher de penser qu'ils sont sincères. Du coup, je me dis qu'il nous faut relayer leur appel à soutien, pour remplacer au moins une partie du matos que les forces de l'ordre (c'est comme ça que ça s'appelle) ont confisqué ou carrément bousillé à la maison de la résistance à l'enfouissement des déchets nucléaires, à Bure.

A vos claviers, camarades, avec rage, détermination et amour : <https://www.helloasso.com/associations/les-amis-du-bocage/collectes/ils-saisissent-la-solidarite-remplace>



Rien ne sert de péroter, il faut lutter à point !

Valleroy est une petite commune de Meurthe et Moselle qui compte deux écoles : une élémentaire et une maternelle, cette dernière subissant régulièrement les velléités d'économie budgétaire du Dasen. Les écoles ne sont pas situées en ZEP, ce qui a son importance car les enfants inscrits en Toute Petite Section (TPS) ne comptent pas dans les effectifs. Pour autant, l'école maternelle a toujours accueilli une petite dizaine d'enfants de moins de trois ans.

Pour info: seuil de fermeture en maternelle: 27 enfants par classe. Seuil d'ouverture: 32 enfants par classe + 1

Courant 2011 : fermeture d'une classe décidée, mobilisation des parents et enseignants, portes des écoles murées, intimidation de la part de la hiérarchie, plaintes contre les parents, convocation au commissariat pendant l'été, mobilisation plus forte, etc... **pas de fermeture.**

Courant 2014 : fermeture d'une classe décidée, mobilisation des parents et enseignants, menaces de sanctions disciplinaires, mobilisation qui ne faiblit pas... **pas de fermeture.**

Hiver 2017 : fermeture d'une classe décidée. Les prévisions d'effectifs affichent effectivement une baisse (75 élèves, les TPS n'étant pas comptabilisés), mais ces prévisions faites en février peuvent-elles présager du nombre d'enfants qui seront inscrits en septembre?

Il aurait été compliqué de mobiliser les parents pour défendre une non-fermeture dans ces conditions : délicat d'argumenter au sein des institutions de l'Education nationale, de nombreuses écoles alentour ayant des effectifs bien supérieurs et ceux de l'école de Valleroy se situant sous le seuil de fermeture. Il aurait été très difficile pour les parents de se battre seuls, isolément, et d'obtenir gain de cause.

Or, le combat afin de diminuer considérablement le nombre d'élèves par classe sans tenir compte de leurs seuils, ou plus justement pour augmenter le nombre d'enseignants de manière conséquente, serait pourtant tout à fait légitime et nécessaire, mais il requerrait l'action coordonnée de l'ensemble des travailleurs de l'Education et de ses usagers

(Nous pourrions aussi réfléchir à une autre organisation de l'école primaire, qui ferait tomber les murs des classes et la tradition répandue du maître devant sa classe.)

En fin d'année scolaire, à la suite des inscriptions, les effectifs remontent : 85 enfants inscrits + 9 TPS, soit 94 élèves pour 3 classes ! Or le Dasen refuse une réouverture, prétextant qu'à 85 enfants, le seuil d'ouverture n'est pas atteint... Les moins de trois ans ne comptent pas...

Mais même sans ceux-ci, les classes compteraient en moyenne 28 élèves, avec des cours à double niveaux. Intolérable pour les conditions d'accueil, d'apprentissage et de travail !

A la rentrée les parents s'organisent, avec le soutien de la municipalité. Des actions sont décidées. Blocage des écoles de la commune le jour de la rentrée des enseignants : chaque entrée est décorée de grilles variées attachées à des bouches d'égout, de fil barbelé, de machine à laver hors d'usage, de citernes, de chaînes, bref, de vraies barricades infranchissables ! La semaine de la rentrée se passe normalement ensuite pour l'école élémentaire, contrairement à la maternelle qui reste bloquée et vide de ses enfants et personnels, mais régulièrement mise en images à la télé et dans le journal. Malgré la présence quotidienne de la police (contrairement à l'inspectrice qui refuse de se déplacer), les parents maintiennent leur position : déblocage si réouverture ! Et ils ont bien fait ! Sous la pression et la détermination, l'IA adjoint se rend à Briey pour rencontrer une délégation de parents après une semaine de tensions. Le soir même, la nouvelle tombe : la classe réouvre, officiellement le lendemain, jour du CDEN.

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette réouverture de classe pour les enfants et les enseignants de Valleroy. Mais c'est aussi et surtout une superbe leçon de lutte pour tous ceux qui pensent que se mobiliser ne sert à rien, que ce n'est que dans les couloirs et par le "dialogue social" que l'on obtient des avancées. A toute petite échelle, cela a redonné

confiance en la capacité de se mobiliser et de gagner.

« C'est dans une lutte d'ensemble contre les politiques pro-patronales, que l'on gagnera des services publics de qualité pour toutes et tous »

Certes, ne soyons pas dupes, ce n'est qu'un équilibre précaire qui est sans cesse retrouvé à Valleroy, comme dans les autres communes qui connaissent ce

type de luttes isolées. La tâche pour les militantEs, enseignantEs et usagerEs, est de tendre à les unifier et les renforcer, car c'est dans un affrontement déterminé avec l'Etat, dans une lutte d'ensemble contre les politiques pro-patronales, que l'on gagnera des services publics de qualité pour toutes et tous.

Comble du cynisme : au moment où l'école de Valleroy était en lutte pour éviter des classes à 32, Macron se rendait à Forbach à grand renfort de caméras pour vanter les CP à 12 en REP+. Etonnant qu'il n'ait pas fait un crochet par chez nous...



METZ-BLIDA : un bidonville d'Etat

Depuis plusieurs années à Metz, des centaines de demandeurs d'asile sont laissés à la rue, et se regroupent dans des campements sauvages qui durent quelques mois, avant d'être démantelés par les autorités (qui trouvent alors les centaines de places d'hébergement prétendument introuvables les mois précédents).

La nouveauté cette année : le camp a été officialisé par la Préfecture de Moselle, qui a organisé l'installation de migrants sur un ancien parking appartenant à la Ville. La société Adoma (« l'insertion par le logement ») a été missionnée pour gérer cet endroit, notamment sa sécurité avec des vigiles, et la Mairie s'est occupée des équipements «sanitaires».

Résultat : ce bidonville d'Etat est une immondice, dont les conditions d'hygiène sont très en-dessous des normes établies par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Des centaines de tentes s'entassent, collées les unes aux autres, sur le macadam, dans la boue.

Les rats pullulent, un homme a dû subir un traitement antirabique suite à une morsure. La Mairie a fait installer quelques cuisinières, wc et douches, moins d'une dizaine pour environ 700 personnes. Généralement l'eau est froide. Il y a des fuites en permanence : les bons jours, ce n'est que de l'eau aux relents d'urine, parfois ce sont des flots d'excréments qui s'écoulent au pied des tentes et dans lesquels pataugent les enfants.

Les besoins les plus élémentaires (tentes, alimentation,) sont pris en charge par des bénévoles, que la Mairie tente de coordonner, voire de subordonner.



Camp de Blida :
est-ce ainsi que les Hommes vivent ?...

Metz - Blida 600 personnes dans la rue



8419 logements vides

Collectif Mosellan de Lutte contre la Misère / ATTAC / Sud Santé - Sodaux /
Sud Logement social / NPA / Basta ! / LO / EELV / Humanitaire pour Blida /
FSU / FI / Ensemble / Solidarité Migrants Mosellan / Rébellion Blida / CNT /

On compte environ 200 enfants, âgés de 0 à 18 ans. La LDH a œuvré pour que les 6-11 ans soient scolarisés, mais concernant les collégiens et lycéens, quasiment personne n'est scolarisé. Le CIO est débordé et ne peut pas, à moyens constants, gérer une telle situation. Il faut demander que des moyens importants soient mis en œuvre, pour faire respecter les droits de ces jeunes.

La FSU a été signataire d'une affiche unitaire qui dénonce cette situation en indiquant un chiffre de l'INSEE : à Metz, il y a 8419 logements, dont un certain nombre sont des bâtiments publics (Mairie, Armée, Etat). Nous devons poursuivre cet engagement, de manière plus forte encore, en dénonçant un racisme d'Etat, qui laisse pourrir des centaines de personnes à 10 mn de chez nous.

« Un parking de 30m x 80m situé en face de l'usine de traitements de déchets, à 20 min à pied de la cathédrale. Une solide clôture tout autour. Une baraque à l'entrée et des vigiles. Et plus de 600 personnes dont une centaine d'enfants, de nombreux malades et des femmes enceintes, assignées à résidence ici par l'Etat.

La municipalité se tait. Dans ce camp, comme on peut l'imaginer, les conditions de vie sont épouvantables. A Metz, 8419 logements sont vides (Insee 2014).

A Metz, personne ne pourra dire « Je ne savais pas ». Partout faisons respecter les droits humains ! »

Réforme du Bac / Sélection à l'université : deux faces d'une même pièce !

En arrosant à la rentrée les médias d'annonces tous azimuts, Blanquer semble aller dans tous les sens et de tous les côtés. Des 12 élèves par classe de CP/CE1 en REP+, à l'abandon de la semaine des 4 jours en passant par l'assouplissement de la réforme du collège puis par la modification de l'épreuve terminale au lycée, et enfin de la mise en place d'un système de pré-requis pour entrer à l'université, chaque maillon de notre système éducatif est concerné.

Le coût pour l'Etat des épreuves du baccalauréat et de l'échec en Licence à l'université est pointé du doigt par les deux ministres Blanquer (EN) et Vidal (ESRI), tout comme l'ont fait chacun des nouveaux ministres à ces postes.

Nous ne connaissons pas à l'heure actuelle le détail de chacune de ces annonces. Nous savons simplement que le bac devrait ne comporter qu'un nombre limité d'épreuves en fin de terminale, par exemple quatre, et que l'entrée à l'université devra être soumise à de pudiques pré-requis, pour ne pas avancer le sacro saint terme de sélection.

Rappelons que le bac est le premier diplôme universitaire et qu'il donne un droit d'accès, quel que soit ce bac, professionnel, technologique ou général à n'importe quelle filière universitaire. Lorsque nous parlons de pré-requis pour entrer à l'université, cela signifie que l'accès à chaque Licence serait soumis à l'obtention de tel ou tel type de bac, de telle ou telle autre filière. Le choix est donc restreint en fonction de certains critères et on peut se douter par avance que les voies pro et techno seront les grandes perdantes de la sélection.

Si l'on considère qu'un élève choisit son type de bac à la sortie du collège, on enferme donc certains élèves dans un cursus qu'ils choisissent à 14 ou 15 ans.

L'argument d'un très fort taux d'échec des étudiants issus de ces filières est systématiquement avancé, mais il ne tient pas. Il suffit de voir que 20% d'entre eux réussissent à l'université (alors qu'il est toujours énoncé que 80% échouent !) pour comprendre qu'il

« Dire que ce sont les étudiants issus des filières techno et pro qui font grossir à perte les rangs de l'université est de mauvaise foi »

n'est pas acceptable d'empêcher tous les bacheliers des voies techno et pro d'accéder à la Licence. Dire que ce sont ces étudiants qui font grossir à perte les rangs de l'université est tout simplement de mauvaise foi.

Pour les bacheliers pro, ils représentent 13% des bacheliers

et parmi eux seulement 7% vont à l'université soit à peu près 1% des élèves de l'université en première année, pas de quoi faire chuter les stats, même s'ils échouaient tous !

L'argument qui consiste à dire en toute généralité que 65% des étudiants échouent à l'issue des trois années de Licence est tout aussi fallacieux. Il fait une généralité de cas tous particuliers. La spécificité du système de l'enseignement supérieur est en grande partie la cause de ce chiffre. En effet, celui-ci ne tient pas compte du fait que les classes préparatoires de tout type, BTS et IUT, qui, eux, pratiquent la sélection depuis leur création, et qu'ils sont donc un vivier constitué de bons étudiants. A l'université iront en effet tous ceux qui ont choisi d'y aller comme ceux qui ont fait ce choix-là faute d'avoir pu être choisis par le système sélectif. Il n'est donc pas surprenant que les résultats de nos universités soient moins bons que ceux de

l'étranger puisque l'ensemble des étudiants du supérieur n'est pas évalué. S'appuyer sur ces chiffres pour imposer de la sélection est donc pour le moins malhonnête. Et c'est enfin oublier la vocation de l'Université. Il est faux de considérer qu'une année qui n'est pas sanctionnée par une réussite ou un diplôme est une année perdue ! Cela reste une année où les étudiants rencontrent un savoir qu'ils pourront réutiliser. L'université doit rester au service de ce seul savoir.

« La poussée du contrôle continu ne pourra se faire sans une pression continue sur les collègues de lycée »

La réforme du bac, quant à elle, est guidée et prétextée par l'idée reçue selon laquelle, obtenir son baccalauréat est à la portée de tous. Même s'il est vrai qu'avec la massification la proportion de bacheliers a considérablement

augmenté dans les classes d'âge de 18-25 ans par rapport à leurs aînés de 30 ou 40 ans, il n'en demeure pas moins que 20% de cette classe d'âge ne l'obtient pas. Il n'est donc pas évident pour tous de l'obtenir. Justifier son inutilité par toute sorte d'argument manquant parfois d'objectivité semble à la mode. Passer la quasi-totalité des épreuves en contrôle continu en ferait une sorte de Brevet des Lycées comme existe celui des collèges. Il existe pourtant une solution simple ! Arrêter de fixer le pourcentage de réussite avant la rédaction des sujets et se focaliser sur le contenu des épreuves ! Le caractère national du bac est remis en cause alors même qu'il semble indispensable. Cette poussée du contrôle continu ne pourra se faire sans mettre une double pression sur les collègues de lycée, à la fois par les chefs d'établissement et par les parents, voire par les élèves eux-mêmes, soucieux d'obtenir leur diplôme, même si comme le dit le ministre, il ne vaut plus grand chose...

Pour aller jusqu'au bout de l'idée libérale du ministre, et sans trop faire être alarmiste ou pessimiste, regardons simplement dans quelques années... Le bac plus si national (puisque délivré aux trois quart par CC) n'aurait plus de valeur suffisante pour justifier que les élèves aient un niveau minimal pour entrer dans le supérieur.

Une épreuve de type concours, ouverte à tous serait alors nécessaire, l'accès automatique à l'université plus automatique, les lycées devraient préparer non pas à l'examen du baccalauréat mais bien au concours d'entrée dans le supérieur. Chaque lycée devra donc choisir, faute de moyens, à quel type de concours il prépare, de manière non uniforme sur le territoire. Avec le bon sens dont fait preuve notre ministère, chaque lycée, désormais autonome dans le choix des filières du supérieur préparées, s'adapterait à son public. De quoi faire froid dans le dos et surtout, enfermer chaque enfant, dès sa petite enfance dans le cursus que l'on lui propose depuis l'école primaire. Oh bien sûr, les quelques méritants seront automatiquement acceptés en lycée de centre ville, pour les autres, on aura quand même fait des efforts, 12 élèves par classe en CP/CE1, la bonne conscience libérale sera tranquille, les stéréotypes sociaux eux, ont de belles années devant eux !

On sent aussi poindre cette menace avec un discours qui commence, sur le rassemblement du lycée avec les premières années d'études, le fameux Bac-3 Bac+3, mais cela est une autre histoire...

Mais que se passe-t-il dans nos collèges ?



La réforme mise en place au forcing dans les collèges en 2016 a profondément mis à mal nombre de collègues, remettant en cause les organisations du travail, chacun se sentant dépossédé de son travail, creusant l'écart entre travail prescrit et travail réel : « Je comprends rien à ce qu'on me demande de faire. Quand je suis devant les élèves, ça marche pas leur truc. »

En même temps, une novlangue s'installe dans le discours des directions, de nouveaux mots reviennent régulièrement, subrepticement, comme une petite musique, qui dessinent une conception utilitaire et inégalitaire de l'enseignement allant de pair avec une volonté de 'rentabiliser' les moyens investis dans le service public d'éducation.

Ci-dessous, un petit aperçu des mots entendus quotidiennement, éléments de langage récurrents, qui instaurent une nouvelle « culture d'entreprise » dans les collèges mais qui correspondent aussi à une réalité bien palpable.

Petit abécédaire en cours de création, à partir d'une expérience, dans un collège, et d'une lecture d' instructions, lettres du ministre aux enseignants,..., qui ne demande qu'à être affiné, étoffé, modifié, agrémenté d'autres témoignages, ...

Petite tentative de remettre un peu d'ordre dans ce bruit assourdissant qui embrume les cerveaux à force de réunions en tout genre.

A comme **Autonomie**

L'autonomie des établissements est renforcée : depuis la réforme, 20 pour cent des enseignements (Accompagnement Personnalisé, Enseignement Pratique Interdisciplinaire), organisation et contenu, sont à définir par les établissements.

L'autonomie renforcée est présentée comme un moyen de s'adapter aux besoins des publics pris en charge. Elle risque d'accroître les inégalités dans les enseignements entre les établissements.

A venir : **Adaptabilité**

C comme **Case**

L'objectif est de « caser » les élèves à l'issue de leur parcours au collège : seconde générale ou technologique, seconde professionnelle, Dima, c'est-à-dire pré-apprentissage pour les moins chanceux-ses. (Actuellement, 78,8% d'une génération obtient le bac : 40,5% bac général, 15,7% bac techno., 22,6% bac pro.)

E comme **Compétences**

L'évaluation par compétences s'institue, petit à petit, remplaçant peu à peu les notes. La question n'est pas tant de comparer deux modes d'évaluation que d'interroger ce qui est évalué : savoir-faire, savoir-être, savoirs disciplinaires, tout ça mélangé dans la grande casserole du socle.

A venir : **Citoyenneté, Concurrence, Cycle...**

B comme **Bienveillance**

Il faut 'bien veiller' sur les élèves, c'est la nouvelle 'posture' attendue des enseignants. La bienveillance est aussi entendue comme 'clémence' au moment des évaluations, l'essentiel étant bien de faire apparaître les meilleurs résultats pour l'établissement.

A venir : **Benchmarking**

E comme **Evaluation**

Pour tout le monde. Personnels et élèves. Tout le temps. Multiplication dans les établissements des « devoirs communs » par discipline sur un niveau, brevets blancs, oraux blancs... auxquels vont venir s'ajouter les évaluations nationales de fin de cycle 3.

Pour les profs, nouvelles modalités d'évaluation, comme au lycée d'ailleurs, avec un poids accru des chefs d'établissement et bien sûr tous les opportunistes, toutes les petites et grandes soumissions qui vont avec !

Pour les établissements, autonomie rime avec un regard vigilant du ministère sur les résultats. Traduire : faites ce que vous voulez mais on vérifiera que ça « marche » (verbe à la mode). A quand l'attribution des moyens en fonction des résultats ?

F comme **Flexibilité**

Adaptables et flexibles, voilà ce qu'on attend des élèves et des personnels. Dernière annonce en date : les horaires annualisés. Et déjà en cours : pression accrue pour le remplacement de collègues absents « au pied levé ». « Vous ne connaissez pas les élèves ? Mais vous saurez vous adapter. Utilisez votre expertise d'enseignant ».

H comme **Hiérarchie**

La mise en place aux forceps de la réforme s'est accompagnée d'une volonté de mise au pas des personnels hallucinante .

Impossible d'énoncer la moindre critique sur la réforme dans les mille et une réunions avec les directions ou les stages de formatage, nommés stages de 'formation', avec les inspections : interdiction de poser des questions lors d'un stage, rappels constants au '*devoirs d'obéissance du fonctionnaire*', ...

L comme **Livret de compétences**

La mise en place du livret de compétences informatisé est une véritable entreprise de fichage national des élèves dans lequel les entrepreneurs (les patrons) pourront aller puiser, demain, les compétences au gré de leurs besoins : c'est ça les « ressources humaines ».

O comme **Offre**

Les établissements sur ce marché concurrentiel, à chacun de faire la meilleure offre, c'est-à-dire la meilleure proposition de formatage de compétences 'humaines' au moindre coût.

M comme **Marché scolaire**

Les établissements scolaires publics sont une composante parmi d'autres (associations à but lucratif qui fleurissent un peu partout, concepteurs de tutoriels et didacticiels) dans un marché scolaire ouvert.

P comme **Performance**

Les élèves sont soumis à des « mesures de performances » incessantes sensées rendre compte des acquis. L'apprentissage n'est plus considéré comme un processus long, fait de tours et détours propres à chacun-e, où le rythme est aussi propre à chacun. Apprendre aujourd'hui, c'est une addition de performances successives.

A venir : **Personnels, Parcours...**

S comme **Savoirs**

Mine de rien , les savoirs se réorganisent dans les disciplines , se dissolvent dans le socle commun sans débat, ni avec les personnels, ni avec les parents d'élèves. La réforme mise en place, sous couvert de nouvelles modalités pédagogiques, est en train de redéfinir les contenus et les objectifs des enseignements.

Il serait urgent d'exiger un véritable débat public sur les objectifs de l'éducation nationale : Quels savoirs ? Dans quels buts ?

A venir : **Sécurité, Stress...**

R comme **République**

En gros, on nous serine, à nous les personnels et les élèves, qu'il y a deux catégories d'individus : ceux qui respectent les valeurs de la République et du débat dit 'démocratique', élections, manifestations autorisées et sous surveillance, et les autres, les terroristes, les anti-démocratiques.

V comme **Valeur Ajoutée**

Sur un marché concurrentiel, chaque établissement peut faire valoir ses atouts particuliers en apprentissage des langues vivantes, langues anciennes, accès à la culture ... C'est ce qu'on appelle désormais sa 'valeur ajoutée'.

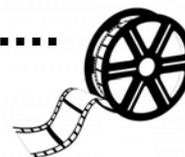
J comme **jusqu'ici, Tout va bien...**

comme jusqu'ici, Tout va bien...

To be continued...

Si vous aussi, un DRH sévit dans votre bahut, n'hésitez pas à nous envoyer vos contributions !





L'école émancipée Kézako ?

L'École émancipée est un courant syndical créé au début du XXème siècle.

Elle est issue de la mouvance syndicaliste révolutionnaire, et reste attachée à un syndicalisme de masse, unitaire et pluraliste, antibureaucratique.

Aujourd'hui l'École émancipée a fait le choix de construire la FSU où le droit de tendance est reconnu.

Comme tendance de la FSU, nous, militants de l'École émancipée, voulons tenter de peser sur son orientation. C'est pourquoi nous sommes investi-es à tous les niveaux de la fédération où nous défendons un syndicalisme de transformation sociale appuyé sur les luttes.

Nous proposons et défendons une orientation alternative qui renoue avec des pratiques syndicales capables d'organiser la résistance, les luttes face aux politiques libérales.

Pour l'École émancipée, l'action collective, interprofessionnelle est primordiale.

En Lorraine, les militants de l'École émancipée ont décidé de publier ce « bulletin ». Cela nous est apparu comme une nécessité face au manque de détermination et aux tendances corporatistes de la majorité de la fédération. Aujourd'hui, face à Macron, son gouvernement et sa politique nous sommes attaqués de toutes parts et la réaction de la FSU n'est pas toujours à la hauteur de la situation. Ce sont par des luttes unitaires, de toutes et tous, militants, personnels et usagers que nous pouvons gagner comme le montre la lutte pour l'ouverture d'une classe à Valleroy. Il ne suffit d'aller siéger dans x ou y instances pour faire bouger les choses, le dialogue social c'est bien mais pas suffisant.

Dans ce bulletin, vous trouverez une voix combattive qui n'étouffe pas sa colère à l'intérieur comme à l'extérieur de la FSU majoritaire.

Raoul Peck, *Le Jeune Karl Marx*

Il faut aller voir ce film.

Emmenez-y vos amis, vos parents, vos ados, vos élèves (un dossier pédagogique bien fourni est disponible sur le site du producteur). Si vous ne trouvez pas de baby-sitter, emmenez-y vos mômes. Si vous trouvez une baby-sitter, emmenez-y vos mômes et la baby-sitter.

Emmenez-y votre patron, il comprendra enfin pourquoi c'est vous qui êtes du bon côté de la barricade.

Achetez le DVD (quand il sortira), prêtez-le, harcelez votre médiathécaire pour qu'il le mette à disposition du public.



L'histoire se passe au cœur du XIXe siècle, mais le récit, par son actualité, est un cadeau pour les militantEs d'aujourd'hui.

On nous montre la jeunesse de trois jeunes gens (Karl et Jenny Marx, Friedrich Engels), et nous voyons la jeunesse de nos convictions.

On nous montre la genèse d'une pensée (le marxisme dans un mouvement ouvrier loin de lui être acquis), et nous voyons la genèse de nos débats.

On nous montre la naissance d'une œuvre fondatrice (le *Manifeste du Parti Communiste*), et nous voyons le sens de nos engagements.

Karl, Jenny, Friedrich discutent, débattent, écrivent, s'engueulent, boivent, et nous retrouvons nos interminables réunions entre camarades à vouloir changer le monde.

Là où on aurait pu craindre un biopic romancé et inoffensif, Raoul Peck nous offre des personnages incroyablement vivants, pour qui la pensée est indissociable du combat, le rêve indissociable de l'action, la politique indissociable de la vie.

Là où on aurait pu craindre le pensum idéologique, Raoul Peck nous offre un processus de réflexion politique d'une extraordinaire vitalité. C'est que le réalisateur assume son camp, celui des opprimés, et son intention, celui de raviver en nous le goût de la lutte. Pari réussi : on ressort de là avec une envie folle de relever la tête et le poing.

On ne refuse pas un cadeau. Alors voyez ce film.

Ce film nous rend la fierté d'être révolutionnaires.

Le Jeune Karl Marx, avec August Diehl, Stefan Konarske, Vicky Krieps, Olivier Gourmet

Réal. : Raoul Peck | Prod. : Diaphana

En salles depuis le 27 septembre



Et abonnez-vous à la revue nationale !

<https://www.ecoleemancipee.org/>